

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE NIDERVILLER

3, chemin de la Carrière
lieu-dit "Steinbruch"
57565 Niderviller

Références : NIDERVILLER_CARRIERE-DE-NIDERVILLER_2025-04-11_RAPVI_MED_MTLS_01215
Code AIOT : 0006203964

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement CARRIERE DE NIDERVILLER implanté 3, chemin de la Carrière lieu-dit "Steinbruch" 57565 Niderviller. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection convenue avec l'exploitant par courriel du 20 février 2025 s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles (PPC) de l'Inspection des Installations Classées. Elle porte sur le respect de certaines prescriptions des arrêtés suivants :

- arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4220
- arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-129 du 2 juin 2003 autorisant la carrière de Niderviller à poursuivre l'exploitation de ses installations à Niderviller.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE NIDERVILLER
- 3, chemin de la Carrière lieu-dit "Steinbruch" 57565 Niderviller
- Code AIOT : 0006203964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrière de Niderviller Metzger Frères exploite une carrière à ciel ouvert de grès des Vosges à Niderviller.

Le grès est abattu à l'explosif et les blocs produits sont recoupés à la scie et polis sur site avant expédition. Certains blocs sont débités à la main en raison de la spécificité de la commande.

Le grès extrait de la carrière est destiné majoritairement à des chantiers de réfection de monuments et bâtiments existants, ce qui nécessite de fournir des pierres de teinte spécifique. Ainsi, l'exploitation de la carrière n'est pas régulière, mais se fait en fonction de la demande ; plusieurs fronts, présentant des teintes et des grains spécifiques, sont ouverts simultanément.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Formation du personnel sur les risques présentés par l'installation	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article Annexe I - 4.7 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Analyse des poussières	Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 21.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 15	Sans objet
2	Autosurveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 20.9	Sans objet
3	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article Annexe I - 3.5 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur le contrôle des rejets d'eaux et des émissions dans l'atmosphère de la carrière, les conditions de remblayage pour la remise en état du site et la gestion des produits explosifs de la carrière.

Deux non-conformités, qui font l'objet respectivement d'une proposition de mise en demeure et d'une demande de justificatif ont été constatées :

- l'absence de réalisation des analyses annuelles des émissions atmosphériques;
- l'absence de réalisation d'exercice annuels d'entraînement sur les risques liés au stockage de produits explosifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière n'est admis qu'en cas d'insuffisance de matériaux de découverte pour obtenir les conditions de réaménagement prévues au titre VII du présent arrêté. [...] Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; [...] L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les seuls matériaux utilisables pour le remblaiement de carrière sont : <ul style="list-style-type: none">• la terre végétale,• des matériaux de caractéristiques similaires, vis à vis des risques de pollution à celles des matériaux en place avant extraction.
Constats : Le remblayage de la carrière est réalisé avec les matériaux extraits sur le site, à l'exclusion d'apport de matériaux extérieurs (confirmé par l'exploitant lors de la visite). Le plan d'exploitation présenté lors de la visite montre bien les zones de stockage de matériaux inertes internes à la carrière. Un grand amas de terres inertes servant pour le remblayage à l'extrémité Nord-Ouest du site comme dans le plan d'exploitation a été observé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 20.9
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux superficielles
Prescription contrôlée : Article 20.8 : Les eaux collectées comme indiqué au point précédent seront canalisées et rejetées dans le milieu naturel sous respect des prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;
- la température est inférieure à 30°C;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/t (norme NFT90 105);
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesuré en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Article 20.9 :

Une mesure des paramètres définis au paragraphe précédent est effectuée chaque année par un organisme agréé. Les résultats seront commentés et transmis sans délais à l'inspection des installations classées et archivés sur le site de la carrière. Les frais occasionnés par ces mesures sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Le rapport annuel d'analyse n° CAN24-29006 du 12 décembre 2024 du centre d'analyse et de recherche (CAR), non transmis à l'inspection, présente des résultats en concentration inférieurs aux valeurs limites d'émissions pour les cinq paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de transmettre le rapport d'analyse d'eau commenté dès qu'il le reçoit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article Annexe I - 3.5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour en permanence un état indiquant la nature, la division de risque, le groupe de compatibilité, la date de fabrication et la quantité des produits explosifs détenus (registre entrées/sorties), auquel est annexé un plan général à jour des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie, de secours et de gendarmerie.

Le registre doit pouvoir être consulté à tout moment[...]

Constats : L'inspection constate que les quantités de produits explosifs stockées dans le local correspondait au registre. Le détail du constat se trouve en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel sur les risques présentés par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article Annexe I - 4.7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel sur les risques présentés par l'installation
Prescription contrôlée : [...] <p>Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an.</p> [...]
Constats : L'exploitant indique la présence de 3 personnes (4 en l'incluant) pour l'exploitation de sa carrière. Il déclare être le seul à manipuler les explosifs (certificat d'acquisition d'explosif de classe 1 du 10 décembre 2024 valant autorisation d'acquisition de produits explosifs au nom de l'exploitant vu). La manipulation consiste à creuser des trous à des profondeurs voulues dans la roche (grès) et à des distances voulues, puis à mettre le détonateur dans les trous, puis enfin à mettre la ficelle (cordon détonnant) pour relier les trous entre eux, avant d'allumer le feu à la ficelle. Le dossier des prescriptions de sécurité du site contient des éléments de prévention du risque explosif dont le détail se trouve en partie confidentielle. L'exploitant indique ne pas faire d'exercice d'entraînement une fois par an parce que le personnel est en nombre réduit et que les risques sont connus et maîtrisés par ses collaborateurs. Bien que les mesures de prévention des risques soient globalement respectées sur la carrière, ce constat traduit une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription sus-mentionnée ou de demander au préfet, au titre de l'article R.512-52 du code de l'environnement, la modification de cette prescription applicable à l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Analyse des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2003, article 21.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise au moins un contrôle par an pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé et durant la période de l'année où les émissions de poussières sont les plus fortes. Les résultats sont commentés et transmis à l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas présenté le rapport annuel de contrôle des concentrations, débits et flux de poussières des émissions gazeuses. Ce qui traduit une non-conformité. Le contrôle des poussières des émissions gazeuses à réaliser par un organisme agréé devant se faire durant la période de l'année où les émissions de poussières sont les plus fortes, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sous un délai de 3 mois lui permettant de pouvoir s'organiser et faire les mesures au moment opportun.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois